

Le syndicat Solidaires évoque le "ras-le-bol fiscal" des contribuables

Le syndicat Solidaires Finances Publiques en veut au gouvernement Ayrault sur sa politique fiscale. Il reproche à l'Etat de ne pas avoir tenu ses promesses électorales, notamment celle de mettre fin au gel du barème de l'impôt sur le revenu. Conséquence, les contribuables constatent des hausses sur leurs avis d'imposition.



"Il y a eu des promesses pendant les élections, mais aujourd'hui le gouvernement oscille entre renoncement et reniement", lâche Pascal Valiamin, délégué régional de Solidaires Finances Publiques pour la Réunion et Mayotte. Ce constat débouche des promesses tenues par le candidat Hollande lors des dernières élections présidentielles, notamment celle de toucher au gel du barème de l'impôt. "En campagne électorale, Hollande avait dit que le gel du barème était scandaleux. Au lieu de revenir dessus, l'Etat l'a laissé en place et empoche 1,7 milliard d'euros. Cela a quelque chose de scandaleux", poursuit-il.

Et les membres du syndicat Solidaires Finances Publiques ont la dent dure contre l'actuel gouvernement, qu'ils accusent implicitement de soutenir une mesure mise en place sous l'ère Sarkozy, quand François Fillon était alors Premier ministre. *"Le gel du barème de l'impôt crée des problèmes et mécaniquement va augmenter les impôts des uns et des autres. C'était le cas l'année dernière et c'est encore le cas cette année",* ajoute-t-il.

Autre mesure jugée *"scandaleuse"* par Solidaires, la décision de supprimer la réduction d'impôts au titre des frais de scolarité. En clair, si un ménage a des enfants scolarisés au collège, au lycée ou à l'université, il peut prétendre à une réduction d'impôt. Une mesure qui risque de disparaître dès 2014. *"C'est de la mauvaise foi. C'est scandaleux pour un gouvernement de gauche et socialiste. On va plus loin que les autres gouvernements",* explique Eric Métro, secrétaire départemental de Solidaires Finances Publiques. Une décision d'autant plus regrettée par le syndicat que le gouvernement ferait des *"cadeaux"* aux

entreprises et aux plus fortunés. "On est en capacité de faire des cadeaux aux grandes entreprises et aux plus aisés (...). On a changé de gouvernement mais on continue la même politique qu'avant (...). Il n'y a pas de réformes en profondeur", précise Pascal Valiamin.

"Solidaires veut une refonte de la finance publique (...). On veut, à défaut de révolution fiscale, une réorientation de la fiscalité. L'impôt sert à corriger les inégalités, mais aujourd'hui il ne remplit pas son rôle. Aujourd'hui, la fiscalité aggrave la situation des plus faibles et des personnes de conditions modestes. On crée plus d'injustices entre groupes sociaux. Il n'y a plus de glissement naturel. Soit vous êtes riches, soit tout en bas de l'échelle (...). Il y a un ras-le-bol fiscal", lâche-t-il.

La réforme des retraites dans le viseur de Solidaires

Autre sujet, à la veille de la manifestation nationale contre le projet de réforme des retraites, Solidaires rappelle son intention de descendre dans la rue pour dire "non" à la proposition du gouvernement de passer à 43 annuités la durée de cotisation obligatoire pour bénéficier d'une retraite à taux plein. *"On était déjà dans la rue en 2010, on le sera de nouveau en 2013 (...). Le gouvernement parle d'une réforme de retraite juste. Juste car l'espérance de vie augmente (...). Mais c'est tout sauf une mesure de justice sociale. Il y a déjà des inégalités pour ceux qui ont une carrière courte, qui ont fait des études très tard. Vous rentrez à 25 ou 26 ans dans la sphère professionnelle. Vous avez de plus en plus de période de chômage. Personne ne partira avec une retraite à taux plein. C'est faux",* explique Eric Métro.

En prenant un cas concret, Jocelyn Cavillot, délégué régional de Solidaires, montre l'exemple du non-sens de cette réforme. *"Vous prenez une personnes avec un âge moyen de 25 ans qui entre sur le marché du travail. Ajoutez 43 ans et vous arrivez à 68 ans. Il faut supposer qu'il n'y aura pas de période de chômage, pour les femmes pas de carrière avec temps partiel. On voit jusqu'où cela nous mène, à condition qu'il n'y ait pas eu d'accident professionnel dans ces 43 ans de travail",* souligne-t-il. Conséquence, pour Solidaires, beaucoup de Français partiront avec une retraite amputée de 25%

"Sur les retraites, on bascule sur la même mécanique que la réforme de la Sécu. Tous les ans on va avoir droit à une réforme pour financer le déficit et trouver des milliards (...). Il y a une volonté de faire disparaître notre système de retraite par répartition pour le faire basculer sur un système de retraite par capitalisation. Mais avec les risques que cela comporte", rappelle-t-il.

Solidaires Finances Publiques sera dans la rue demain à l'appel des syndicats pour manifester et faire renoncer le gouvernement sur sa nouvelle réforme des retraites.

Lundi 9 Septembre 2013 - 14:44

Julien Delarue